



REGLEMENT D'APPLICATION

BUREAU ACPM / OJD ECRITS SPÉCIALISÉS

Presse Professionnelle

Version Février 2017

Ecrits Spécialisés Presse Professionnelle

S O M M A I R E

PREAMBULE	5
I. DEFINITION DE LA PRESSE « PROFESSIONNELLE »	6
II. TIRAGE	6
a) l'éditeur est son propre imprimeur b) l'éditeur n'est pas son propre imprimeur	
III. DIFFUSION	6
A. DIFFUSION PAYEE	
1. ABONNEMENTS	
1.1 Abonnements payés par l'abonné destinataire	
1.1.1) abonnements au tarif ou avec réduction inférieure à 50%	
1.1.2) abonnements collectés	
1.1.3) abonnements couplés	
1.2 Abonnements par tiers en nombre	
1.3 Abonnements inclus dans l'adhésion	
1.4 Abonnements servis sur diffusion différée payée.	
Remarques générales	
a) durée de l'abonnement	
b) abonnements arrivés à expiration	
c) souscriptions d'abonnements avec remise, prime, cadeau, vente jumelée, etc...	
d) justification des abonnements	
d.1. statistiques mensuelles	
d.2. déclarations d'expéditions postales	
d.3. certification du paiement des abonnements	
d.4. cession de titre	
e) la "passe" abonnements	

2. VENTES AU NUMERO	12
2.1. ventes au numéro payé par l'acheteur individuel	
2.2. ventes au numéro payé par tiers en nombre	
2.3. "passe" ventes au numéro	
2.4. exemplaires vendus sur numéros à diffusion différée payée	
3. VENTES NUMERIQUES	16
B. DIFFUSION NON PAYEE.....	20
a) services réguliers "nominatifs demandés"	
b) services réguliers "administratifs"	
c) Diffusion promotionnelle	
OBSERVATIONS.....	21
IV. PROCES-VERBAL DE CONTROLE	22
1. ETABLISSEMENT DU PROCES-VERBAL	
a) rôle de l'ACPM / OJD	
b) rôle de l'Expert-comptable	
c) rôle des Commissaires délégués	
2. STRUCTURE DU PROCES-VERBAL DE CONTROLE	
- Tableau du Procès-Verbal	
- Diffusion payée	
- Diffusion non payée	
- Diffusion totale par numéro	
3. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DE LA DIFFUSION	
V. - LES CONTROLES	26
1. FREQUENCE DES CONTROLES	
a) contrôle annuel	
b) second contrôle annuel	
c) contrôle après saisine d'office par l'ACPM / OJD	

2. CALENDRIER DES CONTROLES

REMARQUES :

Publications créées depuis moins d'un an

3. ENGAGEMENTS DE CONTROLE LORS DE LA CESSION D'UN TITRE

4. ENGAGEMENTS D'UN TITRE NOUVEAU INSCRIT AU BUREAU ACPM /
OJD - Ecrits Spécialisés

**VI. - DECLARATIONS DE DIFFUSION SUR L'HONNEUR ET DECLARATIONS
DEPOSEES A L'ACPM / OJD.....30**

A - Déclarations Semestrielles sur l'Honneur (D.S.H.)

B - Déclarations Déposées à l'ACPM / OJD

VII. - UTILISATION DU LABEL33

**VIII. - UTILISATION PAR L'EDITEUR DES RESULTATS DU CONTROLE
DE DIFFUSION34**

IX. - RESSOURCES.....35

X. - NON RESPECT DU REGLEMENT D'APPLICATION36

ANNEXES

- Principaux Eléments nécessaires au Contrôle
- Procès Verbal de contrôle
- Annexe « Diffusion Etranger »

PREAMBULE

Ce Règlement d'Application codifie les Règles de contrôle élaborées par le Comité Diffusion de l'ACPM / OJD et adoptées par ses différentes instances (Conseil d'Administration, et Assemblée Générale Ordinaire).

La qualité d'un contrôle repose, c'est ce qui fait son originalité et garantit sa performance, sur une double analyse de comptabilité matière et de comptabilité financière.

Cette double opération porte sur des pièces comptables et de gestion, qui doivent être mises à disposition des équipes de l'ACPM / OJD, sans restriction, titre par titre, étant entendu que la justification par présentation de pièces originales, sélectionnées par sondage, est indispensable.

Cette liste constitue une véritable Charte (voir Annexes) qui doit guider un éditeur dans la préparation de chaque contrôle d'un titre.

Les pièces principales portent sur :

- la Comptabilité :

- Bilans, comptes de résultats, Grand Livre de clôture, Balance générale de clôture, Grand Livre analytique, Balance de clients douteux, etc...

- la Vente par abonnements :

- Listes des tarifs, états mensuels des nouveaux abonnés, états de gestion des abonnements, états de la dette gestion abonnements, factures de routage, factures de la poste, propositions d'abonnements, etc...

- la Vente au numéro :

- Listes des tarifs, états annuels récapitulatifs de la diffusion, journal des ventes, comptes rendus mensuels de distribution, états de ventes au numéro par portage, états mensuels des quantités et des montants facturés pour les ventes directes et à des tiers, etc...

INSCRIPTION D'UNE PUBLICATION

L'ACPM / OJD a pour mission de déterminer la diffusion et la mise en distribution des supports de publicité, notamment celle des publications de presse.

Toute publication non titulaire d'un certificat d'inscription délivré par la Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (C.P.P.A.P.), dont la diffusion payée est inférieure à 50 % de sa diffusion totale et répondant à la définition ci-après peut faire une demande d'adhésion au bureau des Ecrits Spécialisés de l'ACPM / OJD.

Leur périodicité est régulière. Elle est au moins de deux numéros dans l'année. Elle fait l'objet d'une numérotation incluse dans une série.

Ces titres ont une diffusion payante réelle et régulière.

Ils ne peuvent être liés à une marque publicitaire sauf dans certains cas strictement prévus.

Cette demande sera examinée par la Commission Admission-Démission-Exclusion-Radiation de l'Association. A la suite de l'avis rendu par cette Commission, le Comité Diffusion de l'ACPM / OJD statuera définitivement sur l'adhésion du titre demandeur.

La publication admise pourra bénéficier du label ACPM / OJD - Ecrits Spécialisés si elle s'est conformée aux Règles de Contrôle définies ci-après.

I. DEFINITION DE LA PRESSE PROFESSIONNELLE

La Presse Professionnelle est la presse dont le contenu rédactionnel apporte à ses lecteurs des informations dont ils ont besoin dans l'exercice de leur activité professionnelle.

II. TIRAGE

C'est le nombre d'exemplaires finis par parution.

a) l'éditeur est son propre imprimeur

Le tirage est constaté à partir des originaux des bons de tirage comportant : le tirage, le tonnage de papier consommé (à l'exception des bobineaux, beefsteaks, mandrins, cassés, maculés, etc...) ainsi que le nombre de pages (seront fournis également les états de gestion de stocks).

b) l'éditeur n'est pas son propre imprimeur

Les originaux des factures de l'imprimeur ou du brocheur constituent les pièces justificatives du tirage. Ils doivent mentionner, par parution, le chiffre du tirage ou du brochage et le nombre de pages. A noter la possibilité d'avoir accès, par sondage, aux bons de livraison.

III. DIFFUSION

La diffusion d'une parution est égale au total des exemplaires vendus par abonnement et/ou au numéro, et des exemplaires servis gratuitement par l'éditeur.

Le Procès-Verbal de contrôle, établi par l'ACPM / OJD, fait apparaître séparément :

- . la diffusion payée
- . la diffusion non payée

A. DIFFUSION PAYEE

La diffusion payée comprend :

- .les abonnements payés par l'abonné destinataire
- .les abonnements payés par tiers en nombre
- .les abonnements inclus dans l'adhésion
- .la ventes au numéro
- .la diffusion différée payée au numéro et par abonnement.

Ne sont pris en compte que les exemplaires effectivement payés ou en cours de paiement.

1. ABONNEMENTS

Seuls sont pris en compte comme abonnements payés, ceux qui ont été réglés à un prix qui n'est pas inférieur à 50% de celui porté sur la publication.

1.1 Abonnements payés par l'abonné destinataire

1.1.1 Abonnements au tarif ou avec réduction inférieure à 50% (Colonne 4 du Procès Verbal)

Ces abonnements sont souscrits et réglés par le destinataire (personne physique ou morale, établissement public, association,...) soit directement à l'éditeur, soit par l'intermédiaire d'un libraire ou d'un agent vendeur. Ces abonnements sont souscrits pour une période déterminée ou non (durée libre proposée par certains intermédiaires), à un prix qui n'est pas inférieur à 50 % du prix de l'abonnement indiqué sur la publication.

Les abonnements individuels souscrits par l'intermédiaire d'une agence d'abonnements spécialisée (France Abonnements, Ofup, Cofinoga, France Loisirs, Sovac, American Express, etc...) sont décomptés dans la présente rubrique.

Les abonnements individuels souscrits à un prix inférieur à 50 % du tarif indiqué sur la publication sont décomptés dans la diffusion « non payée ».

1.1.2 Abonnements collectés (Colonne 5 du P.V.)

Ce sont des abonnements souscrits par l'intermédiaire d'une personne physique ou morale, payés à cette dernière par les abonnés et servis directement à ceux-ci par l'éditeur. Lors du contrôle, les délégués de l'ACPM / OJD peuvent exiger la preuve du paiement individuel par les abonnés.

1.1.3 Abonnements couplés (Colonne 6 du P.V.)

Ce sont des abonnements souscrits simultanément à la publication concernée et à une ou plusieurs autres publications. Le prix préférentiel d'abonnement à chaque publication ne peut être inférieur à 50% du prix indiqué sur chacune d'elles.

1.2 Abonnements payés par tiers en nombre (Colonne 7 du P.V.)

Ce sont des abonnements souscrits et réglés au profit de tiers nominativement désignés par des personnes, entreprises ou groupements n'ayant aucun lien de dépendance avec l'éditeur ou sa publication.

Dans le cas où un tel lien existe, le nombre des abonnements ainsi souscrits n'est pris en considération lors d'un contrôle, que dans la limite de 5% du nombre total des abonnements payés.

Lors du contrôle, les délégués de l'ACPM / OJD peuvent exiger que les factures d'abonnements établies par l'éditeur ou les bulletins de souscription remplis par chacun des souscripteurs leur soient présentés.

Les exemplaires servis au titre des "abonnements par tiers" en utilisant des "numéros à diffusion différée" ne sont pas pris en compte.

1.3 Abonnements inclus dans l'adhésion (Colonne 8 du P.V.)

Ce sont des abonnements dont le règlement est perçu en même temps que celui de la cotisation ou de l'adhésion à une association, syndicat, groupement, etc...

Les bénéficiaires reçoivent individuellement leurs exemplaires.

La remise que peut accorder l'éditeur aux souscripteurs ne peut pas dépasser 50% du prix de l'abonnement indiqué sur la publication.

1.4 Abonnements servis sur diffusion différée payée (Colonne 13 du P.V.)

Ces abonnements sont considérés comme des abonnements individuels normaux si le décalage n'est pas supérieur à une parution.

Dans le cas contraire, ils sont comptabilisés dans la colonne "diffusion différée payée".

Il n'y a pas de limitation en nombre. Cette diffusion est portée en "Observations" dans le Procès-Verbal.

Cette nature d'abonnements n'est pas prise en compte pour les quotidiens.

REMARQUES GENERALES

a) Durée de l'abonnement

Tout abonnement doit être obligatoirement servi au même destinataire pendant une période qui ne peut être inférieure à :

- un mois pour les quotidiens
- deux mois pour les trihebdomadaires, bihebdomadaires, hebdomadaires, décadaires et bimensuels
- trois mois pour les mensuels
- six mois pour les bimestriels et trimestriels

Tout abonnement d'une durée inférieure est, lors du contrôle, comptabilisé avec la vente au numéro.

b) Abonnements arrivés à expiration

Les exemplaires servis postérieurement à l'expiration d'un abonnement ne sont décomptés dans la diffusion payée que dans la limite suivante, pour les abonnements d'un an :

- 16 numéros pour les quotidiens
- 12 numéros pour les trihebdomadaires
- 8 numéros pour les bihebdomadaires
- 4 numéros pour les décadaires et les hebdomadaires
- 2 numéros pour les bimensuels
- 1 numéro pour les mensuels et bimestriels

Cette limite est réduite de moitié pour les abonnements de 6 mois.

Le nombre d'abonnements correspondant, après conversion, aux exemplaires ainsi servis ne pourra être supérieur à 4% du nombre moyen des abonnements effectivement payés servis, selon leur durée, au cours de la période faisant l'objet du contrôle.

Ce nombre limite est obtenu en multipliant le nombre d'abonnements effectivement réglés par le nombre d'exemplaires définis ci-dessus, selon la périodicité de la publication. Le résultat ainsi obtenu est ensuite divisé par le nombre de parutions de la publication pendant la durée de l'abonnement, puis ajouté au nombre d'abonnements effectivement renouvelés ou nouvellement souscrits.

L'éditeur doit apporter la preuve que ces exemplaires ont été effectivement servis.

La prolongation de l'abonnement ne doit, en aucun cas, entraîner une réduction du prix de l'abonnement initialement souscrit telle que celui-ci devienne inférieur à 50% du tarif d'abonnement indiqué sur la publication.

Dans tous les cas, le rapprochement entre les recettes théoriques et les recettes comptables effectué par l'expert-comptable déterminera le nombre des abonnements payés et celui des abonnements devant être décomptés en diffusion non payée ("services nominatifs demandés").

c) Souscription d'abonnements avec remise, prime, cadeau, vente jumelée, etc...

Lors du contrôle, ne sont décomptés comme "abonnements payés" que les abonnements promotionnels (P) qui ont été réglés par les souscripteurs à un prix égal ou supérieur à 50% du tarif abonnement indiqué sur la publication. Le montant de l'abonnement promotionnel (P) est déterminé en soustrayant du montant total de l'offre promotionnelle (O) figurant sur la proposition, le prix d'achat de l'article (prime, cadeau, vente jumelée), C, soit :

$$P = O - C$$

Les calculs sont opérés hors taxes.

Le nombre des abonnements ainsi souscrits est obligatoirement mentionné en « Observations » sur le Procès-Verbal.

L'éditeur doit apporter la preuve du prix d'achat de l'article.

d) Justification des Abonnements

Les abonnements devront être justifiés par des documents appropriés :

d.1) Statistiques mensuelles et certification du paiement des Abonnements:

Elles auront été établies mensuellement ou par numéro (s'il s'agit de publications bimestrielles ou trimestrielles) et comporteront :

- La liste des tarifs pratiqués au cours de la période contrôlée et de l'année précédente
- Les états mensuels des nouveaux abonnés
- L'état de gestion des abonnements servis, en quantité et par codes prix
- L'état de la dette gestion abonnements de la période contrôlée et de l'année précédente
- La justification détaillée du compte « abonnements à servir » à la fin de l'exercice ou de la période contrôlée
- L'état des « grâce copies théoriques » et l'état des « grâce copies récupérées » comptablement pour paiement tardif, (si disponibles)
- L'état des suspendus pour non paiement ou non renouvellement (par origine), (si disponible)
- Les états statistiques comportant :
 - . le nombre d'abonnements souscrits avec ventes jumelées et / ou à primes, ainsi que les factures correspondant à l'achat des primes ou objets accompagnant les ventes jumelées
 - . le nombre d'abonnements facturés et non réglés à la fin du dernier mois de la période contrôlée
 - . les propositions d'abonnements (matériel)
 - . la possibilité d'accès à la vérification du paiement effectif des abonnements auprès de l'éditeur
 - . l'état des abonnements par portage, quantité d'exemplaires et valeur correspondante.

d.2) Déclarations d'expédition postales

Les indications de quantité sont issues des factures de routage, des factures de la Poste et des bordereaux délivrés et visés par la Poste (Modèle 1289A).

Elles doivent coïncider avec le total des exemplaires envoyés aux abonnés (hors portage), sous réserve des remarques suivantes :

- a) que la publication effectuée elle-même ou non ses expéditions postales, elle doit présenter, pour chaque parution, lors du contrôle, le bordereau postal dûment tamponné servant à la facturation par la Poste, ainsi que la justification du paiement à la Poste (exemplaires expédiés en France ou à l'étranger).
- b) le document sur lequel figure le routage d'une parution donnée de la publication (sauf dans le cas des quotidiens) peut ne pas mentionner la totalité des numéros expédiés aux abonnés. En effet, entre deux expéditions routées consécutives, de nouveaux abonnements peuvent avoir été enregistrés.

Ces « égrenés » sont généralement envoyés par le service « abonnements » de la publication en « routage complémentaire » ou « en détail ». Leur nombre doit s'ajouter au total des numéros expédiés ; il en est de même pour les exemplaires envoyés à l'étranger ou en France.

d.3) Cession de titre

Lorsqu'une publication rachète un titre dont la diffusion a été contrôlée auparavant par l'ACPM / OJD - Ecrits Spécialisés et/ou son fichier d'abonnés, la prise en compte des abonnés du titre racheté est sujette à répondre aux règles suivantes :

- L'éditeur « repreneur » du titre et/ou du fichier d'abonnés doit présenter à l'ACPM / OJD le contrat de rachat du titre et /ou du fichier.
- L'éditeur « repreneur » du titre et/ou du fichier d'abonnés doit présenter à l'ACPM / OJD le contrat de rachat du titre et /ou du fichier.
- L'éditeur « repreneur » doit posséder l'échéancier détaillé des abonnés restant à servir au moment de la cession.
- Un délai maximum d'un an peut être autorisé entre le dernier numéro servi par la publication « vendeuse » et la reprise du service des numéros restant à servir par le repreneur.
- La publication rachetant le fichier d'abonnés doit être de nature rédactionnelle « proche » de celle de la publication « vendeuse ».
- Il doit y avoir déduplication des fichiers des deux publications.
- La publication « racheteuse » doit adresser à chacun des abonnés figurant dans le fichier de l'ex-publication « rachetée » une proposition explicite proposant soit de rembourser l'abonné de la valeur des exemplaires à servir, soit de servir à cet abonné la contrepartie des exemplaires qu'il avait précédemment réglés.
- Il ne peut y avoir un délai entre l'envoi de la proposition et le début du service supérieur à :
 - . 1 mois pour les publications hebdomadaires, décadaires
 - . 2 mois pour les publications mensuelles, bimensuelles, bimestrielles, trimestrielles
- La reprise du fichier d'abonnés est indiquée en « Observations » dans le Procès-Verbal.

e) La "Passe" abonnements

La "Passe" abonnements, susceptible d'être prise en compte dans la diffusion, ne peut excéder 0,5% pour les périodiques et 1% pour les quotidiens ou les publications de format tabloïd.

La "Passe" abonnements est inscrite obligatoirement dans la Diffusion non Payée ("Services réguliers nominatifs", colonne 15).

Cette disposition s'applique à toutes les publications.

2. VENTES AU NUMERO

La vente au numéro représente le nombre d'exemplaires vendus au public à un prix qui ne peut être inférieur à 50% du prix du numéro indiqué sur la publication.

Ces exemplaires peuvent être vendus à la clientèle :

- par les messageries de presse
- par l'intermédiaire d'agents vendeurs (dépositaires de presse, librairies, bibliothèques de gare, vendeurs, etc...)
- par l'éditeur

Toute vente d'exemplaires réalisée sur des invendus est décomptée séparément (cf. "ventes sur exemplaires à diffusion différée").

2.1. Ventes au numéro payé par l'acheteur individuel (Colonne 10 du Procès-Verbal)

Sont décomptés dans cette rubrique :

2.1.1. Exemplaires livrés par les messageries de presse à des agents vendeurs

Le contrôle est effectué à partir des relevés comptables (en quantité et en valeur) remis mensuellement à l'éditeur. Ceux-ci indiquent les prises, la passe, les réassorts par numéro mis en vente et les invendus constatés.

Ces divers éléments ont été enregistrés et comptabilisés par l'éditeur, par mois ou par numéro. Les états de mise en vente et d'invendus fournis par les messageries doivent se suivre sans interruption.

2.1.2. Exemplaires livrés par l'éditeur à des agents vendeurs (dépositaires, librairies, bibliothèques des gares, vendeurs, etc...).

Le nombre des exemplaires ainsi mis en dépôt est contrôlé et totalisé, mois par mois, au moyen des factures ou des documents comptables établis pour chacun d'eux par l'administration de la publication. De ce total est soustrait le nombre total des retours correspondant au mois considéré.

CAS PARTICULIERS :

Si les invendus rentrent en retard ou si leur nombre est disproportionné par rapport à la vente, par suite de circonstances indépendantes de la volonté de l'éditeur, celui-ci doit signaler ces anomalies à l'ACPM / OJD et réunir toutes les informations permettant de répartir les invendus tout en respectant, avec le plus d'exactitude possible, les fluctuations réelles de la vente.

2.2. Ventes au numéro payé par tiers en nombre (Colonne 11 du projet de Procès-Verbal)

Sont considérées comme telles, les ventes par quantité effectuées par l'éditeur à une personne, une entreprise ou un groupement désirant assurer ainsi la promotion de sa marque ou de ses produits, la diffusion de ses idées (philosophiques, culturelles, religieuses ou politiques) ou le confort de sa clientèle.

Ne sont pris en considération, lors d'un contrôle, que les exemplaires vendus à des tiers n'ayant aucun lien de dépendance avec l'éditeur de la publication.

Toutefois, dans le cas où un tel lien existe, les exemplaires ainsi acquis d'une parution déterminée peuvent être pris en considération, dans la limite de 5 % du nombre total des exemplaires de cette parution vendus au numéro par les autres circuits de distribution.

Lorsqu'une personne, entreprise ou groupement n'ayant pas de lien de dépendance avec l'éditeur de la publication a souscrit et payé un nombre de numéros égal ou supérieur à 5 % du nombre total des ventes au numéro, la mention doit en être faite sur le Procès-Verbal de contrôle.

Lors du contrôle, l'éditeur doit être en mesure de présenter toutes les pièces justifiant ces ventes : factures, bons de livraison, contrats. En ce qui concerne les factures, elles doivent être établies au plus tard dans les trois mois suivants la livraison des exemplaires et faire apparaître clairement les dates des numéros concernés.

S'il s'agit de ventes alimentant des réseaux, une note détaillée décrivant ces réseaux doit être fournie aux représentants de l'ACPM / OJD, le jour du contrôle.

Les exemplaires cédés par l'éditeur au titre de « ventes payées par des tiers » doivent être mis à la disposition des acheteurs dès leur parution. Ils peuvent être acheminés à leurs destinataires soit par les acheteurs, soit par l'éditeur.

2.3. "Passe" ventes au numéro

Le nombre des exemplaires vendus au numéro dans le cadre du paragraphe 2.1. ci-dessus est majoré de 4 0/00 (quatre pour mille) du nombre des exemplaires livrés aux agents de vente.

2.4. Exemplaires vendus sur diffusion différée payée

Ils sont pris en compte au vu des bons de livraison et des recettes correspondantes, à condition que, depuis la date de parution mentionnée sur la publication, ne se soit pas écoulé un délai supérieur à :

- 8 jours pour les quotidiens
- 1 mois pour les hebdomadaires, bihebdomadaires et trihebdomadaires
- 6 mois pour les mensuels et bimensuels
- 1 an pour les bimestriels et trimestriels

Lors du contrôle, il est tenu compte du mois de la vente et non de la date de parution mentionnée sur l'exemplaire à diffusion différée.

Les ventes au numéro sur exemplaires à diffusion différée pris en compte lors du contrôle ne peuvent pas être supérieures à 10% de la diffusion payée sur exemplaires frais correspondant aux abonnements et à la vente au numéro.

Les ventes ainsi assurées à l'exportation par l'intermédiaire des messageries ne sont pas incluses dans cette limite de 10%.

Les documents émis par les différents réseaux de distribution (diffuseurs, soldeurs) doivent permettre de constater que ces exemplaires ont été réellement reçus, diffusés et payés par l'acheteur final à un tarif au moins égal à 50% du prix indiqué sur la publication. Toutes les pièces comptables nécessaires doivent être fournies par les diffuseurs et soldeurs aux délégués de l'ACPM / OJD.

En aucun cas, des achats massifs effectués par des soldeurs non agréés et non contrôlés par l'ACPM / OJD, ne sont pris en compte.

Les exemplaires diffusés par les éditeurs ou les messageries de presse à des agents vendeurs sont comptabilisés dans la colonne 13 du P.V. ("diffusion différée payée").

Les frais occasionnés par les contrôles chez les soldeurs sont facturés par l'ACPM / OJD à l'éditeur selon le barème déterminé forfaitairement chaque année par cet organisme.

OBSERVATIONS ET CAS PARTICULIERS

1) NUMEROS SPECIAUX

Ce sont des numéros compris dans la série, avec un thème particulier, dont le prix de vente et/ou le tarif de publicité peuvent être différents de ceux des autres numéros de la série. Ils sont obligatoirement servis aux abonnés.

Ils sont décomptés dans la diffusion de la publication.

2) NUMEROS HORS-SERIE

Les numéros édités en dehors de la série normale de la publication, et non numérotés, ne sont pas comptabilisés dans la diffusion du titre. A la demande de l'éditeur, ces numéros peuvent toutefois être mentionnés en « Observations » dans le Procès-Verbal avec, s'il y a lieu, des indications de tirage, de diffusion et de prix.

Ces numéros ne sont pas, en général, servis aux abonnés.

3) SUPPLEMENTS

Un supplément accolé à son produit principal ne constitue avec celui-ci qu'un produit unique et est compté comme tel.

4) ALBUMS

Seuls les exemplaires parus depuis moins de 12 mois au moment de la mise en vente des albums sont pris en compte.

Les exemplaires périmés, vendus en album, sont comptabilisés dans la colonne «diffusion différée payée» (col.13 du P.V.) aux conditions suivantes :

- les exemplaires doivent être entiers.
- l'album doit être vendu au public à un tarif qui n'est pas inférieur à 50% du prix total des exemplaires incorporés.
- le délai de parution des exemplaires et la date de mise en vente des albums doivent être mentionnés en « Observations » dans le Procès-Verbal.

Les règles édictées au paragraphe 2.4. ci-dessus sont applicables aux albums.

5) CONCOURS ET JEUX

Lorsqu'au cours de la période contrôlée la publication a organisé un concours ou un jeu, il doit en être fait mention dans le Procès-Verbal, en indiquant les dates exactes de ce concours ou de ce jeu.

6) VENTES A L'EXPORTATION

Pour les ventes à compte ferme, le pourcentage des invendus est égal à la différence entre le taux de remise accordé par la publication aux distributeurs et le taux de référence des messageries de presse. Dans tous les cas, le taux d'évaluation des invendus ne peut être inférieur à 10%.

Lorsque la diffusion d'un titre hors de France est égale ou supérieure à 10% de la diffusion totale du titre, la diffusion à l'exportation donne lieu à une annexe au Procès-Verbal de contrôle ainsi qu'à une répartition géographique distincte, pays par pays. Cette disposition ne s'applique qu'aux publications dont la diffusion totale moyenne est supérieure à 30.000 exemplaires

Dans le cas où il existe des ventes à l'exportation, celles-ci doivent apparaître de manière distincte, à la première page du Procès-Verbal de contrôle :

- dans la moyenne de diffusion payée en y précisant, si le cas se présente, la vente sur exemplaires différés,
- dans la moyenne de diffusion non payée en y précisant, si le cas se présente, les services sur exemplaires à diffusion différée.

7) Offres d'abonnement gratuit :

Une publication (B) offerte gratuitement à un abonné d'une publication (A) est prise en compte en diffusion gratuite si la durée de l'abonnement gratuit à la publication B n'excède pas 25% de la durée de l'abonnement à la publication A.

De plus, la durée de l'abonnement gratuit à la publication B ne peut excéder :

- 2 mois consécutifs pour les quotidiens
- 3 mois consécutifs pour les trihebdomadaires, bihebdomadaires, hebdomadaires, décadaires et bimensuels
- 3 numéros consécutifs pour les mensuels
- 2 numéros consécutifs pour les bimestriels
- 1 numéro pour les trimestriels

8) D.O.M. - T.O.M. :

Pour les titres ayant des éditions différenciées pour la France et pour l'Export (édition « lourde » et « allégée ») il ne sera pas possible de comptabiliser en diffusion France les D.O.M. et / ou les T.O.M., servis sur l'édition export.

3. VERSIONS NUMERIQUES

Définition de la «Version Numérique de type PDF» :

La «Version Numérique de type PDF» reprend, au minimum, l'entier contenu rédactionnel principal et publicitaire d'une parution « papier ».

La Version Numérique, consultable sur le site de l'Editeur ou dans l'une de ses applications, peut être complétée par un contenu éditorial en cohérence avec celui du titre en question. L'élément majeur et central de cet ensemble ainsi formé doit rester la version numérique.

La définition retenue est inspirée directement des standards internationaux de l'IFABC (l'Association Internationale des Bureaux de Certification).

Il ne faut pas confondre « la Version Numérique de type PDF » et « l'Édition Numérique ». La «Version Numérique de type PDF» est le reflet exact, au minimum, tant sur le plan rédactionnel que publicitaire de la version papier. Cette «Version Numérique de type PDF» peut être étoffée de façon cohérente et en relation directe avec l'édition « papier » (plus de photos, des accès à des vidéos, des liens internes, un sommaire permettant l'accès direct à une rubrique...). Plus globalement cet enrichissement doit rester dans le cadre du « maillage et de la navigation » interne à la version papier d'origine. La «Version Numérique de type PDF» doit reprendre le contenu commun à l'ensemble de la version papier.

En ce qui concerne les quotidiens, l'intégration des suppléments magazines n'est pas obligatoire.

Les «Versions Numériques de type PDF» peuvent être diffusées sur des supports variés, tels qu'ordinateur, tablette, smartphone...

Pour sa part, l'«Édition Numérique» est un ensemble d'informations mis à disposition le plus souvent via une interface internet payante : elle peut contenir au-delà d'une éventuelle «Version Numérique de type PDF» des services tels que : fil d'actualité, consultation d'archives, de bases documentaires ou statistiques, mise en place d'alertes par mots clés etc...

Cette notion d'«Édition Numérique» fait l'objet d'une certification spécifique. Les données issues de la certification des «Éditions Numériques» ne sont pas agréables aux données Print.

L'éditeur commercialisant des «Versions Numériques de type PDF» doit transmettre à l'ACPM / OJD tous les codes d'accès permettant la consultation de ces exemplaires. Il doit également fournir à l'ACPM / OJD tout son « matériel » de promotion.

Tarif recevable

Pour être intégrée à la diffusion payante d'un titre, la diffusion numérique doit répondre à la condition tarifaire suivante :

- le prix de vente d'une « Version Numérique de type PDF » ne peut être inférieur à 25 % de la valeur faciale TTC du titre papier correspondant.

Ce prix « plancher », ainsi défini, est dénommé : Tarif de référence des «Versions Numériques de type PDF» (TRVN).

La remise maximale autorisée par rapport au Print est de 75% de la valeur faciale du titre.

Le TRVN, ainsi défini, est aussi bien applicable aux ventes au numéro qu'aux abonnements.

Tous les calculs de référence sont effectués sur les prix TTC en raison des écarts entre les TVA « papier » et « numérique ».

Natures de diffusion admissibles

La diffusion des « Versions Numériques de type PDF » se répartit entre la diffusion payante individuelle et la diffusion payante par tiers. La diffusion gratuite est recevable sous certaines conditions (voir plus bas).

a) La diffusion individuelle

La diffusion individuelle correspond aux versions directement payées par l'acheteur destinataire.

Les offres de ventes et d'abonnements couplées papier/« Version Numérique de type PDF » ne sont décomptées qu'en diffusion papier.

A noter, une «Version Numérique de type PDF» incluse dans une offre couplée « tout numérique », «Edition Numérique / Version Numérique de type PDF », peut être comptabilisée dans la diffusion Print si sa valorisation réelle minimum est clairement identifiable et contrôlable.

Dans ce cas, les éditeurs doivent obligatoirement proposer dans leur communication, en complément de cette offre couplée, soit une offre «Edition Numérique» seule, soit une offre « Version Numérique de type PDF » seule, ou les deux. Celles-ci serviront de référence au calcul de valorisation des éléments de l'offre couplée. La communication de ces tarifs doit être accessible et identifiable de façon simple.

En cas de diffusion par une messagerie « numérique », cette dernière doit être inscrite, a priori, comme membre associé de l'ACPM / OJD et faire l'objet de contrôles réguliers.

Les prestataires de diffusion numérique effectuant la commercialisation de «Versions Numériques de type PDF» doivent s'inscrire à l'ACPM / OJD en tant que membre associé soumis à contrôle.

Ils sont audités 2 fois par an. L'inscription se fait « a priori », c'est-à-dire avant de démarrer des opérations de commercialisation qui pourraient être prises en compte par l'ACPM / OJD.

Dans le cas de « Versions Numériques de type PDF » souscrites dans le cadre d'un forfait « multi-titres » et illimité, le nombre d'exemplaires validés par l'ACPM / OJD sera issu de l'analyse du chiffre d'affaire brut TTC généré par ce forfait pour chaque titre concerné, divisé par le TRVN du titre en question. Néanmoins, si le prix unitaire moyen du forfait pour le titre analysé est supérieur au TRVN, c'est le nombre réel de « Versions Numériques de type PDF » qui sera retenu par l'ACPM / OJD.

Rappel : l'analyse globale de CA ne s'applique que dans le cas de forfaits multi-titres en provenance de messageries numériques.

Pour les quotidiens, la notion de forfait illimité multi-éditions n'est pas retenue.

Pour un prix forfaitaire (a priori mensuel) l'internaute « acheteur » peut acquérir un très grand nombre, voire un nombre illimité de publications durant une période déterminée (a priori mensuelle). Si on applique basiquement le TRVN, le nombre d'exemplaires qualifiés ACPM / OJD est très souvent inférieur à la réalité des ventes compte tenu des prix unitaires faibles par publication qui ressortent de ces forfaits. Dans ces cas de forfaits spécifiques, l'ACPM / OJD procède à une analyse du CA brut TTC par publication afin de déterminer le nombre de copies éligibles à la certification ACPM / OJD.

Exemple : Un mensuel dont le TRVN est de 0,5, a généré un CA sur forfait de 1000 euros. Le nombre de copies réellement servies par la messagerie est de 3000. Seuls seront retenus par l'ACPM / OJD 2000 exemplaires. Ce qui est la résultante de 1000/0.5.

Néanmoins, le chiffre de copies réellement délivrées reste la base si le TRVN est inférieur au prix unitaire du forfait par titre.

Exemple : Un mensuel dont le TRVN est de 0,5 a généré un CA sur forfait de 1000 euros. Le nombre de copies réellement servies par la messagerie est de 1000. Seuls seront retenus par l'ACPM / OJD 1000 exemplaires, même si la résultante d'analyse de 1000/0.5 donne 2000.

b) La diffusion par tiers

Ce sont des diffusions réalisées auprès de sociétés, collectivités territoriales, associations, syndicats... qui se portent acquéreurs d'un nombre important d'exemplaires, pour le confort de leur clientèle, le besoin de leurs adhérents, celui de leurs salariés ...

Les diffusions par tiers découlant d'offres couplées papier / « version numérique de type PDF » ne sont décomptées qu'en diffusion papier.

Deux situations sont à examiner :

1/ Les ventes jusqu'à 100 exemplaires par parution réalisées sans contrepartie.

On entend par vente sans contrepartie, toute opération effectuée avec un paiement direct respectant le TRVN. Dans ce cas de figure, l'Editeur (ou l'une de ses sociétés apparentées) n'a aucune charge à engager pour réaliser la vente (ex : achat de fichier, concession d'espace publicitaire...).

Le nombre d'exemplaires éligibles est alors calculé par l'analyse individuelle du CA TTC de chaque « opération ». La diffusion validée correspond à la division du CA de l'opération par le TRVN.

Néanmoins, si le prix unitaire moyen issu de ce calcul est supérieur au TRVN, c'est le nombre réel de « versions numériques de type PDF » qui sera retenu par l'ACPM / OJD.

Pour ce type de ventes, en plus de l'engagement contractuel (contrat, bon de commande), il est obligatoire d'établir une attestation sur l'honneur contresignée par l'éditeur et la société contractante s'engageant sur la nature non compensée de l'opération. (Une Attestation type est téléchargeable sur le site de l'ACPM / OJD.

Il n'y a jamais d'analyse globale du CA de tous les grands comptes confondus.

2/ Les ventes avec contrepartie et les ventes de plus de 100 exemplaires par parution réalisées sans contrepartie.

On entend par vente avec contrepartie, toute opération effectuée moyennant une contrepartie partielle ou totale de la vente en question (Achat de fichier, frais d'échantillonnage...) sans laquelle l'opération n'aurait pas eu lieu.

Dans ce cas de figure, sont éligibles à l'ACPM / OJD, toutes les versions numériques qui sont, physiquement, réellement demandées.

Pour se faire, l'Editeur doit intercaler un lien de redirection (tag) spécifique dans le lien de téléchargement des versions numériques concernées.

Ce tag est généré par une application internet dédiée de l'ACPM / OJD, Numéo, dans laquelle l'éditeur déclare et décrit, au préalable, ces opérations.

Pour utiliser cette interface, l'Editeur contacte les services de l'ACPM / OJD, qui lui remettent un identifiant et un mot de passe.

Les versions numériques ainsi éligibles sont dé-dupliquées sur la base du terminal unique identifié (TUI) et sur la période de validité de la parution du titre.

Période de validité (j étant le jour de parution) :

- ✓ Pour les quotidiens de j-1 à j+2
- ✓ Pour les hebdomadaires de j-1 à j+15
- ✓ Pour les bimensuels de j-1 à j+30
- ✓ Pour les mensuels de j-7 à j+45
- ✓ Pour les bimestriels de j-7 à j+60
- ✓ Pour les trimestriels de j-7 à j+90

En complément de ce suivi physique, les éditeurs doivent, d'une part, établir une relation contractuelle par opération et, d'autre part, générer une facturation en adéquation avec le nombre d'exemplaires réellement demandé (cette facturation peut éventuellement faire apparaître en objet la mention : « Droits d'utilisation de versions numériques » en lieu et place de la mention : « Exemplaires réellement demandés »).

Dans ce dernier cas, les droits d'utilisation facturés sont obligatoirement égaux ou supérieurs à la valeur des exemplaires réellement demandés).

Important : le fait d'identifier clairement le destinataire final ne requalifie pas la « version numérique de type PDF » de tiers en individuelle. Ce qui qualifie la diffusion tiers, c'est le paiement, individuel ou non.

Définition du TUI : Terminal connecté à un réseau disposant d'un applicatif permettant de consulter un contenu distant (navigateur, liseuse, appli,...) identifié soit par un cookie permanent, soit par un couple IP/User Agent déduplicé sur la base d'une période variable selon la périodicité du titre.

La diffusion numérique par tiers entre dans le calcul des quotas imposés par le règlement de la Presse Payante Grand Public (non applicable en Presse Professionnelle)

Dans le cas des kiosques numériques multi-éditeurs, dans la mesure où un lien de dépendance existe entre la société éditrice d'une publication et le tiers acheteur, le nombre d'exemplaires numériques est limité à 25 % de la « diffusion individuelle payée »

Cette règle est applicable à compter du 1^{er} Janvier 2017.

Diffusion Gratuite :

Sont éligibles à la diffusion gratuite toutes les versions numériques qui sont, physiquement réellement demandées.

Pour se faire, l'Editeur doit intercaler un lien de redirection (tag) spécifique dans le lien de téléchargement des versions numériques concernées.

Ce tag est généré par Numéo, une application internet ACPM / OJD dédiée dans laquelle l'Editeur déclare et décrit, au préalable, ces différentes opérations de diffusion gratuite.

Pour utiliser cette interface, l'Editeur contacte les services de l'ACPM / OJD qui lui remettent un identifiant et un mot de passe.

Les versions numériques ainsi éligibles sont dé-dupliquées sur la base du terminal unique identifié (TUI) et sur la période de validité de la parution du titre (voir plus haut).

La diffusion gratuite découlant d'offres couplées papier / « version numérique de type PDF » ne sont décomptées qu'en diffusion papier.

Répartition Géographique :

Pour la diffusion tiers, l'ACPM / OJD restitue dans son interface les versions demandées en France et celles demandées à l'étranger. Les exemplaires « France » sont répartis au prorata de la diffusion « papier ».

Imputation dans les colonnes du Procès-Verbal

La diffusion numérique payante est incluse dans deux colonnes spécifiques du Procès-Verbal :

- ✓ Colonne 7 = diffusion numérique individuelle
- ✓ Colonne 11 = diffusion numérique par tiers

La diffusion numérique gratuite est incluse dans la colonne 15.

B. DIFFUSION NON PAYEE

Sont considérés comme "services réguliers" les services effectués à titre gratuit, à un même destinataire, pendant une durée déterminée, à l'aide de numéros en cours de vente ou retirés de la vente.

Ils comprennent les "services nominatifs demandés", les "services administratifs" et les "services promotionnels".

a) Services réguliers nominatifs demandés

Ce sont des exemplaires adressés nominativement à des personnes physiques ou morales qui en ont fait individuellement la demande par écrit et qui sont servis pendant une durée qui ne peut être inférieure à :

- 2 mois consécutifs pour les quotidiens
- 3 mois consécutifs pour les trihebdomadaires, bihebdomadaires, hebdomadaires, décadaires, bimensuels
- 3 numéros consécutifs pour les mensuels
- 2 numéros pour les bimestriels, trimestriels

Ils figurent dans la colonne 15 du Procès-Verbal de contrôle.

b) Services réguliers administratifs

Ce sont des exemplaires remis gratuitement aux collaborateurs de l'entreprise, aux correspondants de la publication, aux dirigeants ou aux personnels des ministères, préfectures, sous-préfectures, tribunaux, mairies, services des transports, police, postes, douanes.

Ils figurent dans la colonne 16 du Procès-Verbal de contrôle.

c) Diffusion promotionnelle

Ce sont des exemplaires adressés gratuitement, individuellement ou non, à titre de propagande ou de promotion de ventes, à des destinataires qui n'en ont pas fait la demande. Ces services ne peuvent dépasser une durée de 3 mois consécutifs.

Ces exemplaires, comptabilisés dans le cas de la Presse Professionnelle sous certaines conditions, ne sont en aucun cas pris en compte lors du contrôle, dans le cas de la Presse Grand Public.

OBSERVATIONS :

Ne peuvent en aucun cas être comptabilisés dans la diffusion non payée :

- Les justificatifs d'insertion d'annonces de publicité.
- Les exemplaires destinés à la prospection de la publicité.
- Les services faits à des éditeurs de presse, à des publications ou agences de presse, à des attachés de presse ou de relations publiques.
- Les exemplaires envoyés, nominativement ou non, à l'adresse des annonceurs, des agences de publicité, des centrales d'achat d'espaces, des régisseurs de publicité ou d'une façon générale aux intermédiaires de la communication publicitaire.
- Les dépôts légaux, que toute publication doit effectuer conformément à la loi.
- Les services promotionnels (exemplaires gratuits adressés individuellement ou non à titre de publicité ou de promotion des ventes, à des destinataires qui n'en ont pas fait la demande).
- Les numéros ou abonnements servis en échange de publicité.

IV. PROCES-VERBAL DE CONTROLE

A l'issue de chaque contrôle effectué au siège de la publication, il est établi un Procès-Verbal conformément au présent Règlement.

1. ETABLISSEMENT DU PROCES-VERBAL

Le Directeur Général de l'ACPM / OJD ou ses délégués, l'expert-comptable qu'il a désigné, et, le cas échéant, les Commissaires délégués établissent le Procès-Verbal de contrôle, conformément au présent Règlement.

a) Rôle de l'ACPM / OJD

Le Directeur Général ou ses délégués prennent connaissance des :

- pièces relatives au tirage
- pièces relatives aux abonnements payants
- pièces relatives à la vente au numéro
- pièces relatives aux services gratuits
- tous autres documents justificatifs nécessaires

b) Rôle de l'Expert-comptable

Le Directeur Général désigne, parmi les experts-comptables habilités par cet organisme, celui qui effectuera le contrôle.

L'expert-comptable opère sous sa propre responsabilité, conformément aux règles de son Ordre. Ainsi est exclu tout lien éventuel de subordination de celui-ci envers l'ACPM / OJD ou les publications contrôlées.

L'expert-comptable établit le rapprochement financier des abonnements payés et de la vente au numéro, à partir d'un ensemble de documents dont la liste figure en annexe de ce Règlement.

Il est rappelé qu'un compte de résultats distinct doit être établi pour chaque titre édité par une même société.

En l'absence d'un tel document, la comptabilité analytique doit permettre de déterminer les recettes imputées à chaque publication et de "recouper" le bilan.

c) Rôle des Commissaires délégués

Les Commissaires délégués sont désignés conjointement par l'éditeur et le Directeur Général de l'ACPM / OJD

Ils sont tenus d'assister à toutes les opérations de contrôle et de prendre connaissance des pièces justifiant la diffusion à l'exception de la comptabilité générale.

2. STRUCTURE DU PROCES-VERBAL DE CONTROLE (Voir modèle de Procès-Verbal en annexe)

Le Procès-Verbal de contrôle se présente de la façon suivante :

A - AU RECTO

1) INFORMATIONS GENERALES

- Le titre de la publication, ainsi qu'éventuellement le sous-titre
- Sa périodicité
- L'adresse de la publication
- Le nom de la société d'édition
- Le numéro d'identification à l'ACPM / OJD - Ecrits Spécialisés
- La reproduction du logotype de la publication
- La date du contrôle
- La date du précédent contrôle
- Le prix de vente du numéro (toute modification de tarif doit être mentionnée en « Observations » avec les dates de changement).
- Le tarif des abonnements (en France, à l'étranger) ; toute modification de tarif doit être mentionnée en « Observations » avec la date du changement
- Le nom et l'adresse du concessionnaire, régisseur de publicité ou organisme chargé de la centralisation des ordres de publicité
- Dans un « encadré » : la période contrôlée, la moyenne par numéro de la diffusion payée (détaillée entre abonnements ventes au numéro et diffusion différée payée) et non payée, la ventilation entre France et étranger et la moyenne de diffusion totale par numéro
- La mention « provisoire » si elle est justifiée
- Le rappel des résultats de contrôle des trois années précédant le contrôle en cours (Diffusion Totale Payée et Diffusion France Payée)
- La ventilation des résultats du contrôle en trois postes (ventes au numéro - abonnements - diffusion non payée)
- La diffusion Dom / Tom incluse dans Diffusion France Payée ou incluse dans Etranger
- Pour les publications périodiques (hebdomadaires, bi-mensuelles, mensuelles, etc...) le choix dans le domaine de la diffusion telle qu'elle apparaît dans les lignes mensuelles du PV de l'ACPM / OJD :
 - Soit de la diffusion du numéro daté de ce mois tel que recommandé par l'ACPM / OJD
 - Soit, pour des raisons comptables impérieuses, de la diffusion du numéro mis en place.
- Les Annexes au Procès-Verbal

2) TABLEAU DU PROCES-VERBAL

- * Colonne 1 : l'année et les mois de parutions contrôlées
- * Colonne 2 : nombre de parutions dans le mois

* TIRAGE

- * Colonne 3 : tirage utile par numéro

*DIFFUSION PAYEE

- * Colonnes 4 à 6 - Abonnements payés par l'abonné destinataire
- * Colonne 4 - Au tarif ou avec réduction inférieure à 50 %
- * Colonne 5 - Collectés
- * Colonne 6 - Couplés
- * Colonne 7 - Abonnements payés par tiers en nombre
- * Colonne 8 - Abonnements inclus dans l'adhésion
- * Colonne 9 : Total des Abonnements
Total des colonnes 4 à 8 inclus
- * Colonne 10 : Ventes au numéro payé par l'acheteur
- * Colonne 11 : Ventes au numéro payé par tiers en nombre
- * Colonne 12 : Total des ventes au numéro
Total des colonnes 10, 11
- * Colonne 13 : Diffusion différée payée
- * Colonne 14 : Diffusion totale payée

*DIFFUSION NON PAYEE

- * Colonne 15 : Services réguliers nominatifs demandés
- * Colonne 16 : Services réguliers administratifs
- * Colonne 17 : Diffusion promotionnelle

*DIFFUSION TOTALE PAR NUMERO (FRANCE + ETRANGER)

- * Colonne 18 : Diffusion totale par numéro
Total des colonnes 14, 15, 16 et 17.

B- AU VERSO

1) Répartition géographique de la diffusion

2) Signature du Directeur Général de l'ACPM / OJD, du représentant du Directeur et de l'expert-comptable ayant effectué le contrôle, et des commissaires y ayant participé.

3) Observations Obligatoires

- Modification de tarifs avec les dates de changement
- Périodes de concours, jeux...
- Jours de grève
- Périodes neutralisées pour cause de force majeure
- Nombre d'abonnements souscrits avec prime, cadeau, vente jumelée
- Nombre d'abonnements facturés et non réglés au 31 décembre de l'année contrôlée.

4) Informations complémentaires sous la responsabilité de l'éditeur de la publication :

. format

. procédé d'impression

. papier (nature)

. nombre moyen de pages totales par numéro

. nom de la société d'édition

. domaine rédactionnel

. nom du Directeur

3. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DE LA DIFFUSION (sous la responsabilité de l'éditeur)

Le Procès-Verbal doit être complété par une déclaration de répartition géographique de la diffusion, établi sous la responsabilité de l'éditeur sur la moyenne par numéro. Cette répartition est décomptée en nombre d'exemplaires par département pour la métropole et par pays pour l'étranger.

Elle doit comprendre le total des abonnements, de la vente au numéro et des services réguliers comptés dans la diffusion.

L'ACPM / OJD fournit aux publications le formulaire qu'elles devront remplir détaillant la répartition de la diffusion par départements et régions.

Cette répartition doit correspondre à la moyenne de diffusion de deux mois consécutifs compris dans la période contrôlée, à l'exception des mois de vacances (juillet à septembre inclus) et de ceux au cours desquels la publication a organisé un concours ou un jeu.

Les chiffres sont ensuite réajustés sur la base de la diffusion moyenne totale annuelle.

V. LES CONTROLES

1. FREQUENCE DES CONTROLES

A) CONTROLE ANNUEL :

Il est obligatoire, une fois par an, pour tout éditeur adhérent du Bureau ACPM / OJD - Ecrits Spécialisés.

Ce contrôle porte sur les 12 mois consécutifs constituant l'année civile précédente.

B) SECOND CONTROLE ANNUEL :

Ce second contrôle annuel est :

- Soit obligatoire :

. pour tout titre offrant une garantie de diffusion (quelle que soit la périodicité choisie : annuelle, semestrielle, trimestrielle, mensuelle, hebdomadaire, quotidienne, etc...).

. pour tout titre ayant choisi une fréquence soutenue de « Déclarations Déposées » à l'ACPM / OJD, c'est-à-dire par jour, par semaine ou par mois. Celui-ci s'engage, dans ce cas, sur une période minimum de deux ans.

- Soit facultatif, à la demande d'un éditeur volontaire. Celui-ci s'engage, dans ce cas, sur une période minimum de deux ans.

Dans tous les cas, un second contrôle annuel a lieu à partir du 1er Septembre de chaque année.

Le Procès-Verbal établi à l'issue de ce second contrôle annuel porte sur les six derniers mois de l'année précédente et les six premiers mois de l'année en cours.

Le coût de ce second contrôle est établi sur la base de 50 % du droit proportionnel annuel de chaque titre, fixé selon les barèmes en vigueur.

C) CONTROLE APRES SAISINE D'OFFICE PAR L'ACPM / OJD

Dans le cas où, postérieurement à un contrôle auquel elle a procédé, l'ACPM / OJD a connaissance d'éléments tels que si elle en avait disposé lors de ses opérations de contrôle, un Procès-Verbal différent aurait pu être établi, elle peut décider d'office de procéder à un nouveau contrôle de la publication en cause et ce, dans le délai qui lui paraîtra le meilleur.

Cette dernière ne pourra pas s'opposer à l'exécution de ce nouveau contrôle, sous peine d'exclusion pour faute grave.

2. CALENDRIER DES CONTROLES

Tout titre admis au Bureau ACPM / OJD - Ecrits Spécialisés devra être contrôlé dans un délai de trois mois à partir de la date de son adhésion.

Il ne sera autorisé à utiliser le label ACPM / OJD - Ecrits Spécialisés qu'après la publication de son Procès-Verbal de contrôle.

La date de chaque contrôle est proposée à la publication par le Directeur Général de l'ACPM / OJD

Il n'est pas possible à l'éditeur de différer cette date de plus d'un mois. Passé ce délai, il doit se soumettre impérativement au contrôle sous peine d'être exclu du Bureau ACPM / OJD - Ecrits Spécialisés

L'ACPM / OJD précise à la publication contrôlée :

- . le premier mois qui figurera sur le Procès-Verbal
- . le dernier mois qui sera contrôlé, pour lequel les invendus auront été enregistrés ou déterminés avec précision ce qui impliquera un délai de 3 à 4 mois, en général, entre ce dernier mois et la date du contrôle.

Un délai sera respecté entre deux contrôles successifs afin d'éviter les écueils suivants :

- choisir des dates trop rapprochées rend difficile l'estimation de la vente réelle, le nombre des invendus n'étant pas encore définitivement connu.
- choisir des dates trop éloignées ne permet pas d'établir des comparaisons satisfaisantes, ni de collecter les informations souhaitées par les annonceurs et les professionnels de la publicité.

REMARQUES :

Publications créées depuis moins d'un an

Le premier contrôle porte sur les résultats de diffusion des six premiers mois consécutifs à sa création. Le Procès-Verbal portera la mention « Provisoire ».

3. ENGAGEMENTS DE CONTROLE LORS DE LA CESSION D'UN TITRE

1) Engagement d'un éditeur cédant un titre.

Tout éditeur cédant un titre, adhérent de l'association, s'engage à fournir des chiffres de diffusion jusqu'à la date effective de cession.

L'ACPM / OJD peut procéder alors à un contrôle spécifique portant sur la période comprise entre le contrôle le plus récent et la dernière date de parution avant cession.

L'éditeur cédant s'engage à faciliter la fourniture de tous les éléments nécessaires au bon établissement du contrôle, notamment l'arrêté des comptes.

2) Engagement d'un éditeur achetant un titre.

Tout éditeur acquérant un titre doit faire siennes, dans toute la mesure du possible, les obligations de l'éditeur précédant vis-à-vis de l'ACPM / OJD, sur le laps de temps restant à couvrir, notamment dans les cas suivants :

- Respect du nombre et des dates des contrôles annuels ou bi-annuels
- Maintien des Déclarations de Diffusion Déposée à l'ACPM / OJD
- Continuation de la Diffusion Garantie contrôlée par l'ACPM / OJD

Le non-respect d'une et/ou plusieurs dispositions de ces deux alinéas peut amener l'ACPM / OJD à saisir son Conseil d'Administration afin d'engager une procédure d'exclusion à l'encontre d'un titre contrevenant.

4. ENGAGEMENT D'UN TITRE NOUVEAU INSCRIT AU BUREAU ACPM / OJD - Ecrits Spécialisés

Tout nouveau titre, en phase de lancement, peut s'engager, sur la base du volontariat – quelle que soit sa périodicité – à fournir, dans le mois qui suit la date de relève des invendus ou dans le mois qui suit la date du dépôt postal principal, ses chiffres de diffusion à l'Association.

Ceux-ci seront communiqués sous forme de D.S.H. mensuelles, dites D.S.H.L., (Déclaration Sur l'Honneur de Lancement), identiques au modèle existant. (A noter que pour les titres bimestriels ou trimestriels la D.S.H.L. sera faite par numéro)

Ces déclarations seront soumises dans leur intégralité au contrôle de l'Association. Un écart maximum de 5 % (en plus ou en moins) sera toléré entre chaque D.S.H. et le contrôle de cette période.

Cette procédure de déclaration est limitée à la Diffusion France métropolitaine Payée.

Cet engagement de déclaration cessera à partir du moment où un premier contrôle aura été effectué conformément aux règlements de l'Association.

VI. DECLARATIONS SEMESTRIELLES DE DIFFUSION SUR L'HONNEUR (D.S.H.) ET DECLARATIONS DEPOSEES A L'ACPM / OJD SOUS LA RESPONSABILITE DE L'EDITEUR.

A - DECLARATIONS SEMESTRIELLES DE DIFFUSION SUR L'HONNEUR (D.S.H.)

Toute publication, inscrite au Bureau ACPM / OJD - Ecrits Spécialisés et qui a fait l'objet d'un contrôle, doit fournir obligatoirement, deux fois par an, une Déclaration Semestrielle de Diffusion sur l'Honneur. (D.S.H.)

Celle-ci comprend : la moyenne de sa diffusion payée et de sa diffusion non payée, ventilée entre France et Etranger. Elle est établie mois par mois, ou numéro par numéro, selon la périodicité de la publication et sans interruption. Elle porte sur le dernier exercice et s'étend sur une année civile entière pour la première déclaration faite au cours du premier semestre de l'année suivante. Elle porte sur les six derniers mois de l'année précédente et les six premiers mois de l'année en cours pour la seconde déclaration.

Le formulaire utilisé pour une D.S.H. est identique à celui du Procès-Verbal de contrôle Ecrits Spécialisés - Presse Professionnelle.

Ces déclarations doivent impérativement parvenir à l'ACPM / OJD avant le 15 Mars pour la première déclaration portant sur l'année civile précédente et avant le 15 Septembre pour la seconde déclaration.

Toute publication qui n'aura pas satisfait à la fourniture d'une D.S.H. sera traduite par le Directeur Général de l'ACPM / OJD devant le Comité Diffusion, afin de procéder à son contrôle dans les délais les plus brefs. Un refus de contrôle conduit alors à une exclusion de l'ACPM / OJD

Les D.S.H. sont validées ultérieurement par le Procès-Verbal établi à l'issue des opérations de contrôle.

S'il existe un écart supérieur à 1% entre la diffusion constatée lors du contrôle et celle figurant sur une D.S.H., le Directeur Général saisit le Comité Diffusion pour sanction.

Dans le cas où une D.S.H. n'est pas conforme aux Règles de Contrôle, le Directeur Général peut saisir le Comité Diffusion.

La publication peut, elle aussi, en cas de désaccord, introduire une réclamation auprès du Comité Diffusion.

La procédure en vigueur devant le Comité Diffusion est définie à l'article 9 du Règlement Intérieur de l'Association.

B - « DECLARATIONS DEPOSEES » A L'ACPM / OJD SOUS LA RESPONSABILITE DE L'EDITEUR

A -Engagement

Ces déclarations sont facultatives, à l'initiative de l'éditeur qui en choisit le rythme en fonction de sa politique commerciale. Tout éditeur concerné doit envoyer à l'ACPM / OJD, au plus tard le 30 juin ou le 31 décembre de chaque année, une lettre d'engagement de Déclaration de diffusion rappelant ses obligations et la fréquence de ses Déclarations. Cet engagement doit être strictement respecté pendant les 24 mois suivants.

B - Fréquence

Quatre fréquences de déclaration sont retenues, parmi lesquelles l'éditeur effectue son choix :

- par jour
- par semaine
- par mois
- par trimestre

Obligation liée à la fréquence de production des chiffres

Les titres qui choisissent un rythme de déclarations par jour, par semaine ou par mois, doivent faire effectuer deux contrôles par an. (Cf supra, Chapitre V).

C - Dépôt des Déclarations à l'ACPM / OJD

Les éditeurs qui ont choisi la formule des déclarations intermédiaires doivent, préalablement à toute utilisation, déposer leurs chiffres à l'ACPM / OJD ; cette formule permet de dénommer le système « Déclarations Déposées » sous la responsabilité de l'éditeur.

L'ACPM / OJD demande pour les éditeurs ayant choisi une fréquence soutenue (jour, semaine, mois), un dépôt mensuel des chiffres au plus tard à la fin du deuxième mois suivant la période concernée (Ex. : fin Mars pour le dépôt du mois de Janvier).

Les dépositions de Déclarations de chaque titre sont tenues confidentielles jusqu'à la date limite des déclarations.

Afin d'éviter tout litige, il est demandé aux éditeurs de respecter un délai de 24 heures entre la date de dépôt des chiffres à l'ACPM / OJD et leur utilisation publique par les éditeurs concernés.

Dépôt exceptionnel

Tout titre adhérent et souscripteur à cette formule de déclarations, a, en plus, le droit d'effectuer des déclarations particulières portant sur les ventes d'un ou plusieurs numéros exceptionnels, même s'il a souscrit à des déclarations de fréquence moins soutenues. (Ex. : ventes d'un jour daté précis pour un quotidien qui a choisi de déposer ses chiffres par semaine).

Ce dépôt exceptionnel doit satisfaire aux mêmes impératifs de délais préalables (24 heures) et de formatage de document que les déclarations habituelles.

D - Formatage des informations

Chaque éditeur ayant souscrit à ces Déclarations dépose ses chiffres selon un formatage édité par l'ACPM / OJD.

Cet éditeur fournit des chiffres de diffusion sur le seul univers France Payée ventilés selon un colonage identique à celui du Procès-Verbal.

Les éditeurs ayant choisi d'effectuer des déclarations par jour, par semaine ou par trimestre devront également fournir des chiffres en moyenne mensuelle afin d'assurer un raccordement direct avec les chiffres des contrôles.

E - Contrôles des informations

Les chiffres ainsi déclarés, sous la responsabilité de l'éditeur, font l'objet de deux vérifications et d'un contrôle.

- La vérification des déclarations s'effectue au moment du dépôt par l'éditeur et de sa réception à l'ACPM / OJD Il s'agit d'une première vérification de conformité du formatage, qui pourra amener au refus du dépôt et des chiffres, en cas de non respect du format prévu.

- L'ACPM / OJD procède ensuite à une deuxième vérification de cohérence des chiffres avec les résultats connus et déjà contrôlés du titre. En cas d'écart trop important ou d'anomalie évidente, l'ACPM / OJD se réserve le droit de demander un supplément d'informations à l'éditeur.

- Le contrôle des chiffres et informations déclarés est réalisé de façon spécifique et approfondie lors des contrôles annuels, bi-annuels ou ponctuels. Le contrôleur et l'éditeur disposent chacun, à ce moment, d'un récapitulatif complet de toutes les Déclarations, (notamment celles effectuées par jour, par semaine ou par mois), ou exceptionnelles, effectuées, par l'éditeur, sur la période contrôlée.

F - Titres concernés par les Déclarations Déposées

Cette procédure est ouverte à tous les titres adhérents, quelle que soit leur famille de presse, ou leur périodicité.

Elle n'est autorisée que pour les titres ayant déjà satisfait à l'obligation d'un premier contrôle.

G - Seuil et sanctions

Un écart maximum et exceptionnel de 1 % pour les chiffres en cumuls semestriels et annuels et de 3 % pour les chiffres intermédiaires est toléré entre les chiffres déclarés et les chiffres vérifiés lors de chaque contrôle.

Des écarts plus importants ou systématiques sont sanctionnés.

Ainsi :

a) Une rectification des chiffres erronés déclarés peut être inscrite sur le Procès-Verbal du contrôle de la période considérée en « Observations ».

b) Un refus de délivrance du Procès-Verbal de contrôle, avec communication publique des raisons du refus, peut être décidé à l'encontre d'un titre contrevenant.

c) L'ACPM / OJD peut interdire à un titre contrevenant toute utilisation des Déclarations Déposées pour une période de 6 à 12 mois. L'Association rend cette décision publique par courrier individuel, par une communication dans sa Lettre d'information et par la presse professionnelle.

d) Une rectification pour cause de préjudice médiatique peut être demandée dans la presse, notamment professionnelle et publiée dans la lettre d'informations de l'ACPM / OJD. Cette rectification fait mention des écarts relevés lors du contrôle, entre le Procès-Verbal et les chiffres déclarés.

e) Une exclusion de l'ACPM / OJD, en cas de diffusion réitérée d'informations mensongères, peut être décidée par le Comité Diffusion, à la majorité des 2/3 des membres.

f) Les frais éventuellement entraînés par l'application de ces procédures sont à la charge de l'éditeur.

g) Diffusion de l'information

Les chiffres de Déclarations de diffusion sont produits à l'initiative et sous la responsabilité de l'éditeur.

En conséquence, seul celui-ci peut prendre la décision de publier ses résultats ou de les communiquer par tout moyen qu'il juge opportun : mailing, fax, presse professionnelle, campagne de publicité ou autre, en fonction de sa politique commerciale.

A l'inverse, l'éditeur a une obligation de mise à disposition des chiffres déclarés, en particulier, vis-à-vis des utilisateurs et adhérents de l'ACPM / OJD qui le souhaitent. Cette obligation de mise à disposition concerne l'ensemble des documents préformatés, selon le rythme sur lequel l'éditeur s'est engagé en fin d'année précédente.

L'ACPM / OJD ne peut, sauf accord exceptionnel, faire état des chiffres qui lui sont confiés en dépôt.

Pour différencier ceux des titres qui auront fait l'effort de déposer leurs chiffres à l'ACPM / OJD, avec le poids financier et les contraintes supplémentaires que cela représente, il est entendu qu'ils auront, seuls, le droit d'utiliser la mention « Déclaration Déposée » sous la responsabilité de l'éditeur.

h) Coût

Le coût des vérifications, stockage, contrôle des informations ainsi déposées par les éditeurs à l'ACPM / OJD, est imputé aux seuls éditeurs ayant choisi ce système de Déclarations.

Le coût est proportionnel à la fréquence du rythme des dépôts et figure dans le barème appliqué aux titres membres.

Tout autre rythme de fréquence de dépôt fera l'objet d'une tarification spécifique.

VII. UTILISATION DU LABEL

Toute publication, dont la diffusion a été contrôlée par l'ACPM / OJD et a fait l'objet d'un Procès-Verbal ou a été indiquée à l'association par l'éditeur sous la forme d'une Déclaration Semestrielle de Diffusion sur l'Honneur (D.S.H.), doit faire figurer le label ACPM / OJD - Ecrits Spécialisés dans chacun des exemplaires qu'elle édite et dans ses documents publicitaires.

Le label ACPM / OJD - Ecrits Spécialisés ne peut être utilisé qu'une fois la première opération de contrôle effectuée, en aucun cas avant celle-ci et les résultats publiés.

1) Label utilisable après contrôle

Il comporte le millésime de l'année contrôlée par l'ACPM / OJD

LOGO + 200...

2) Label utilisable après une D.S.H.

a - La période de diffusion faisant l'objet de la D.S.H. correspond à l'année civile précédente : le label comporte le millésime de l'année avec le sigle D.S.H.

LOGO + D.S.H. 200...

b - La période de diffusion faisant l'objet de la D.S.H. porte sur les six derniers mois de l'année civile précédente et les six premiers mois de l'année civile en cours : le label comporte les deux derniers chiffres des deux millésimes avec le sigle D.S.H.

LOGO + D.S.H. 200.../ 200...

La présence effective de ces indications dans les titres concernés et leur conformité sont vérifiés lors de chaque contrôle.

En cas de contravention à ces dispositions, notamment lors d'usage abusif de ces labels, le Directeur Général de l'ACPM / OJD saisit le Conseil d'Administration.

VIII. CONDITIONS D'UTILISATION PAR L'EDITEUR DES RESULTATS DES CONTROLES DE DIFFUSION ET DES DECLARATIONS SEMESTRIELLES SUR L'HONNEUR (D.S.H.)

L'utilisation, notamment au plan publicitaire, faite par les publications inscrites au Bureau de Contrôle des Ecrits Spécialisés relative à leur diffusion, telle qu'elle apparaît sur les Procès-Verbaux et dans leur Déclaration Sur l'Honneur, est soumise aux règles générales suivantes :

I - Tout éditeur, membre du Bureau , s'engage à communiquer, au minimum, les deux principaux résultats de diffusion concernant chacun de ses titres, à sources et périodes comparables.

C'est-à-dire :

- la Diffusion payée France
- la Diffusion Totale

Cet éditeur s'engage également à ce que chaque utilisation, tout au long de l'année, des chiffres de l'ACPM / OJD, en particulier, dans les documents de promotion, de prospection ou de campagne de publicité, soit établie sur des bases de comparaison incontestables, indiquant une origine de ses chiffres identiques (P.V. comparé à un P.V. ; DSH à une DSH ; Déclaration Déposée à une Déclaration Déposée, etc...) et des périodes concernées également identiques.

Il s'engage, enfin, à respecter les règles du droit comparatif, telles qu'elles sont établies en France.

Tout manquement à tout ou partie des dispositions indiquées ci-dessus, est sanctionné par le Conseil d'Administration de l'ACPM / OJD sur proposition du Comité Diffusion. Ces deux instances peuvent proposer et décider les sanctions suivantes :

1) Un communiqué de presse rectificatif porté à la connaissance de la presse, notamment celle de la communication, ainsi qu'à celle de tous les membres de l'ACPM / OJD et de tous les acteurs intéressés.

2) Sur proposition du Comité Diffusion et sur décision du Conseil d'Administration, l'ACPM / OJD peut demander un droit de réplique à une publication ayant contrevenu aux dispositions ci-dessus afin qu'elle publie un rectificatif en même lieu et place que l'information jugée non conforme aux règles en question (que cette information soit rédactionnelle ou publicitaire).

3) L'ACPM / OJD peut faire connaître toute décision prise en règlement d'un litige entre ses membres à propos de chiffres de diffusion ou du non respect par un de ces

membres des conditions d'utilisation de ses chiffres, par voie de publicité commerciale, dans la presse professionnelle de la communication.

II - Chaque mois, l'ACPM / OJD publie dans leur intégralité les Procès-Verbaux de contrôle.

Leur reproduction, totale ou partielle, est interdite sans autorisation préalable expresse de l'ACPM / OJD pour l'ensemble des publications contrôlées.

Les éditeurs sont réputés avoir donné mandat à cet organisme pour autoriser ou interdire la reproduction par des tiers des éléments chiffrés figurant dans les Procès-Verbaux de contrôle de leurs publications.

III – L'ACPM / OJD - Ecrits Spécialisés peut établir un Procès-Verbal de couplage de plusieurs publications contrôlées, sous réserve que la périodicité de ces publications soit la même.

L'établissement de ce document de couplage sera facturé sur la même base de tarification que celle établie pour les Annexes au Procès-Verbal.

IV - Documents publiés par les éditeurs

Tout membre de l'ACPM / OJD qui s'estime lésé par des indications portées par un éditeur sur sa publication ou ses documents publicitaires ou commerciaux relativement à la diffusion de sa publication peut en saisir le Comité Diffusion.

IX. RESSOURCES

Les cotisations et participation aux frais de contrôles sont fixées et payées par les membres de l'ACPM / OJD dans les conditions prévues par les articles 12 des Statuts et 4 et 5 du Règlement Intérieur de l'Association.

Les frais liés à chaque opération de contrôle effectuée à l'initiative de l'ACPM / OJD ou à la demande d'une publication, incluent les honoraires des Experts Comptables.

Les frais de déplacements et de séjours (pour la province) du Directeur Général et/ou de son délégué sont à la charge de l'Association sauf dans les cas suivants :

- la date de contrôle que demande la publication ne correspond pas à celle d'une tournée prévue et annoncée à l'avance par le Directeur Général.
- le contrôle ou l'établissement du Procès-Verbal n'a pas pu être effectué à la date prévue et acceptée par la publication, du fait de celle-ci.
- un contrôle intermédiaire est demandé par la publication (Cf Supra / Chapitre V - Les Contrôles).

Dans ces trois cas, les frais sont à la charge de l'éditeur.

X. NON RESPECT DU REGLEMENT D'APPLICATION

Toute publication contrevenant au présent règlement peut faire l'objet d'une sanction décidée par le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité Diffusion.

Celle-ci peut aller du simple rappel à l'ordre à l'exclusion immédiate, ceci incluant tous les grades de sanctions prévus aux différents chapitres de ce règlement.

Une exclusion ou une radiation sont en particulier prévues en cas de :

- Refus de contrôle après saisine d'office de l'ACPM / OJD
- Si un éditeur diffère la date de contrôle proposée par l'ACPM / OJD de plus d'un mois.
- Si un éditeur refuse un contrôle après la non fourniture d'une D.S.H. ou dans le cas de la non fourniture d'une D.S.H. deux fois de suite.
- Diffusion réitérée d'information mensongère dans une Déclaration Déposée.

ENTREE EN VIGUEUR DES REGLES DE CONTROLE

Le présent Règlement d'Application codifie les règles adoptées par les instances de l'ACPM / OJD du 23 Février 2017 et antérieures.

—



Annexes

- Principaux éléments nécessaires au contrôle du Tirage et de la Diffusion
- Procès-Verbal de contrôle
- Annexe « Diffusion Etranger »



PRINCIPAUX ELEMENTS NECESSAIRES AU CONTROLE

Doivent être mis à la disposition des équipes de l'ACPM / OJD (expert-comptable et contrôleur), dès le début des opérations de contrôle, les éléments suivants :

I. PIECES COMPTABLES JUSTIFICATIVES

1. Bilans, comptes de résultats et annexes détaillées nécessaires au contrôle.
 2. Comptabilité.
 - Grand livre de clôture
 - Balance générale de clôture
 - Le duplicata des déclarations des taxes sur le chiffre d'affaires
- } pour les comptes concernés
nécessaires au contrôle.
3. Comptabilité analytique, (titres multiples contrôlés ou non).
 - Grand livre analytique avec codes de sections intéressées.
 - Tableau de raccordement entre l'arrêté du bilan et l'arrêté civil.
 - Tableau de raccordement entre la comptabilité générale et l'ACPM / OJD
 4. Eléments complémentaires.
 - a) Eléments généraux :
 - Balance des clients douteux (section presse - rubrique diffusion).
 - Etat des provisions pour créances douteuses (section presse - rubrique diffusion).
 - Déclaration de T.V.A.
 - b) Justification du tirage :
 - Factures originales d'impression et de brochage avec accès éventuel, et par sondage, aux bons de livraison.
 - Livre ou feuilles de tirage lorsque l'éditeur est son propre imprimeur, avec états de gestion de stocks.

CAS PARTICULIERS

a) Période bilantielle ne correspondant pas à l'année civile :

- Tous documents nécessaires et tableaux de raccordement permettant le contrôle sur l'année civile.

b) Contrôle demandé sur une période non bilantielle :

- Contrôle « provisoire » (premier contrôle ou nouveau titre) : comptabilité (Grand livre, balance) et tous éléments nécessaires arrêtés et fournis à la date du contrôle.

II. ABONNEMENTS

1. Liste des tarifs pratiqués au cours de la période contrôle et de l'année précédente.
2. Etats mensuels de nouveaux abonnés.
3. Etats de gestion des abonnements servis, en quantité et par codes prix.
4. Etats de la dette gestion abonnements de la période contrôlée et de l'année précédente.
5. Justification détaillée du compte « abonnements à servir » à la fin de l'exercice ou de la période contrôlée.
6. Etat des « grâce copies théoriques » et états des grâce copies récupérées » comptablement pour paiement tardif, (si disponibles).
7. Etats des suspendus pour non paiement ou non renouvellement (par origine).
8. Factures de routage, Bordereaux 1289 et Factures de La Poste.
9. Etats statistiques comportant :
 - Le nombre d'abonnements souscrits avec ventes jumelées et/ou à primes, ainsi que les factures correspondant à l'achat des primes ou objets accompagnant les ventes jumelées.
 - Le nombre d'abonnements facturés et non réglés à la fin du dernier mois de la période contrôlée.
 - Propositions d'abonnements (matériel).
 - Possibilité d'accès à la vérification du paiement effectif des abonnements auprès de l'éditeur.
 - Etat des abonnements par portage, quantité d'exemplaires et valeur correspondante.
10. Ventilation de la diffusion entre les principaux circuits d'abonnements par tiers.

III. VENTES AU NUMERO

- Liste des tarifs pratiqués au cours de la période concernée et de l'année précédente.

a) Consignataires

- France :
 - Presstalis, Transport presse, MLP : états annuels récapitulatifs de la diffusion.
 - Diffuseurs PQR/PHR : journal des ventes (quantités et valeurs).
- Export :
 - Presstalis, MLP : états annuels récapitulatifs de la diffusion.
 - Autres distributeurs étrangers (MLP, Soumillon, Naville, etc...) : états des prises et des invendus mensuels pour chaque distributeur avec rattachement comptable (méthode de comptabilisation, taux de change, etc...).

CAS PARTICULIERS

En cas de décalage de prise en compte des exemplaires fournis ou invendus avec la période annuelle, un tableau de raccordement en quantité et en valeur doit être préparé par l'éditeur.

Justification de la vente au numéro :

- Presstalis, MLP, Transport presse : comptes-rendus mensuels de distribution (prises, invendus).
- Autres messageries : factures de prises et invendus correspondants.

b) Ventes directes

- Etats mensuels des quantités et des montants encaissés correspondants.

c) Ventes par portage

- Etats des ventes au numéro par portage, quantité d'exemplaires et valeur correspondante.

d) Ventes sur exemplaires frais ou différés

- Ventilation de la diffusion entre les principaux circuits de ventes par tiers et différés.
- Etats mensuels par client des quantités et des montants et pièces justificatives correspondantes (avec accès aux preuves des paiements, si importance particulière).
- Justification de la diffusion directe : tous les éléments et pièces justificatives permettant de déterminer et de justifier la vente des exemplaires.

IV. JUSTIFICATION DES SERVICES GRATUITS

- Services divers (G.P.)
- Services permanents (T.P.)
- Services demandés individuellement (G.P. + T.P.)
- Services promotionnels (T.P.)

Tous éléments et pièces justificatives permettant de déterminer et de justifier la diffusion de ces exemplaires.

NE PEUVENT EN AUCUN CAS ETRE PRIS EN COMPTE

- Les justificatifs d'insertion d'annonces de publicité.
- Les exemplaires destinés à la prospection de la publicité.
- Les services faits à des éditeurs de presse, à des publications ou agences de presse, à des attachés de presse ou de relations publiques.
- Les exemplaires envoyés, nominativement ou non, à l'adresse des annonceurs, des agences de publicité, des centrales d'achat d'espaces, des régisseurs de publicité ou d'une façon générale aux intermédiaires de la communication publicitaire.
- Les dépôts légaux, que toute publication doit effectuer conformément à la loi.
- Pour la presse Grand Public, les services promotionnels (exemplaires gratuits adressés individuellement ou non, à titre de promotion des ventes, à des destinataires qui n'en ont pas fait la demande).
- Les numéros ou abonnements servis en échange de publicité.

V. REPARTITION GEOGRAPHIQUE (Sous la responsabilité l'éditeur)

Le Procès-Verbal doit être complété par une déclaration de répartition géographique de la diffusion, établie sous la responsabilité de l'éditeur. Cette répartition est décomptée en nombre d'exemplaires par département pour la métropole, et par pays pour l'étranger. Elle doit comprendre le total des abonnements, de la vente au numéro et des services réguliers comptés dans la diffusion.

Cette répartition géographique doit correspondre à la moyenne de diffusion géographique de deux mois consécutifs, compris dans la période contrôlée, à l'exception des mois de vacances (Juillet et Août) et de ceux au cours desquels la publication a organisé un concours ou un jeu.

Les chiffres sont ensuite réajustés sur la base de la diffusion moyenne totale annuelle. Pour les journaux de province, régionaux et départementaux ou locaux, la répartition de la diffusion par édition est obligatoire : le refus de l'éditeur de la communiquer sera mentionné au Procès-Verbal. La répartition géographique par arrondissement et par canton est facultative.



P.S. : Ce document annule et remplace toutes les autres éditions des « Principaux Eléments nécessaires au Contrôle du Tirage et de la Diffusion ».

44, rue Cambronne - 75015 PARIS
Téléphone : 01 43 12 85 30 - Télécopie : 01 47 42 14 92
E-Mail : [info@ACPM / OJD.com](mailto:info@ACPM/OJD.com) - [http://www.ACPM / OJD.com](http://www.ACPM/OJD.com)

Membre fondateur de l'International Federation of Audit Bureaux of Circulations (I.F.A.B.C.)